

**QUATRE ANS DE
GUERRE EN UKRAINE****FACE À UNE CAMPAGNE DE SOUTIEN
À L'EXTRÊME DROITE, UNITÉ DU CAMP
DES TRAVAILLEURS**

RÉVOLUTIONNAIRES

51 19 FÉVRIER 2026 • 2 € • LE JOURNAL DU **NPA-RÉVOLUTIONNAIRES** POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

MUNICIPALES Des listes ouvrières et révolutionnaires

**POUR FAIRE ENTENDRE
LA VOIX DES CLASSES POPULAIRES
ET PRÉPARER
LES LUTTES DE DEMAIN**

ÉDITORIAL

**Municipales
Face aux jeux
des politiciens,
faisons entendre
notre colère !**

Notables locaux vissés à leur mairie depuis des décennies, nouveaux arrivistes désireux de leur prendre la place, le monde politique tout entier est dans les starting-blocks pour les municipales... avec souvent la présidentielle et les législatives de 2027 en ligne de mire : Bruno Retailleau vient d'ajouter son nom à la longue liste des candidats déclarés !

NOS VIES QUOTIDIENNES NE SE JOUENT PAS DANS LES INSTITUTIONS

Ces professionnels de la politique s'intéressent à leurs places, bien loin de nos préoccupations quotidiennes : bas salaires, menaces de licenciement. Et dégradation des services publics : les 4 000 suppressions de postes dans l'éducation et les coupes de 4 milliards d'euros dans les hôpitaux prévues au budget 2026 ne vont rien arranger. L'aide médicale d'État (AME), qui permet aux plus précaires des travailleurs, les sans-papiers, de se soigner, est de nouveau attaquée, alors qu'elle ne représente que 0,5 % du budget de l'assurance maladie. À l'inverse, les profits des milliardaires et les budgets militaires, eux, grimpent en flèche !

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



ÉLECTIONS CROUS 2026 : un rejet clair des politiques de Macron, du patronat et de l'extrême droite ! Préparons les luttes à venir !

Du 3 au 5 février, 210 000 étudiants ont participé aux élections des Crous (10 000 de plus qu'il y a deux ans) et quasiment 120 000 voix se sont exprimées pour des listes syndicales qui s'opposent à la sélection, aux coupes budgétaires, aux attaques de Macron et du patronat (comme le nouveau CDI jeunes). Ces dernières années, une petite hausse de la participation est enregistrée, marquée par des scores plus importants pour des listes qui défendent les intérêts des travailleurs et des étudiants, et s'opposent aux choix patronaux des gouvernements successifs.

L'EXTRÊME DROITE RECULE

L'extrême droite a tenté de profiter de ces élections pour renforcer son implantation en se présentant sous la bannière de pseudo-syndicats qu'elle anime. Malgré le boulevard mé-

diatique dont elle profite et le financement du RN, ses scores baissent (23 000 voix, contre 26 000 en 2024) et son nombre d'élus aussi. Ses suffrages étaient divisés entre l'UNI et la Co-carde étudiante. La première passe de onze à quatre élus et la seconde n'en obtient aucun - alors qu'elle était présente dans treize académies en 2026, contre seize en 2024.

Le mouvement étudiant a une fois de plus montré ses fortes traditions. Alors que partout l'extrême droite progresse électoralement, dans les facs elle recule ! Ces élections ont été l'occasion d'exprimer le rejet de ses idées réactionnaires dans les universités, avec plusieurs rassemblements contre la présence de militants d'extrême droite, qui ont été empêchés de déverser leur propagande raciste et nauséabonde à Grenoble, Nanterre, la Sorbonne ou encore Lille.

CE RÉSULTAT DOIT ÊTRE UN POINT D'APPUI POUR CONSTRUIRE LA RIPOSTE

Une chose est sûre, il ne suffira pas d'élire des représentants aux conseils du Crous. Il faudra reprendre le chemin des luttes et des mobilisations. Il faut passer outre les logiques de division bureaucratique que l'on constate dans les élections étudiantes, et œuvrer à la construction d'une mobilisation de masse, en additionnant plutôt qu'en divisant les forces militantes qui veulent, parmi les étudiants, les syndicats et les organisations de jeunesse, œuvrer dans ce sens.

LOÏE FLORES • 19/02/2026

FAITES DES GOSSSES !

Le 5 février, le gouvernement a dévoilé la nouvelle phase de son plan de « réarmement démographique ». Pour tenter de lutter contre la baisse de la natalité, Macron avait déjà lancé, à coup de grands discours patriotiques aux relents pétainistes prônant « une France plus forte », son plan de relance de la natalité. Il lançait une injonction aux femmes à mettre leur corps au service de l'État, au service du patronat qui a besoin de nouvelles générations de travailleurs et des travailleuses à exploiter !

Dans cette deuxième phase, c'est aux jeunes qu'il s'adresse.

Seize mesures ont été présentées par le ministère de la Santé, parmi lesquelles l'ouverture à la conservation d'ovocytes par des cliniques privées, l'amélioration du suivi de la santé reproductive mais dont une des mesures phares est l'envoi d'une lettre à tous les Français de 29 ans.

29 ans est l'âge moyen, en Europe, auquel les femmes accouchent de leur premier enfant. Mais en France, cet âge moyen est de presque 31 ans. Alors, cette lettre envoyée à toutes les personnes de 29 ans s'ouvrira certainement par une douce pression : « Il est vraiment temps de réfléchir au projet d'avoir un enfant. »

Mais quand le chômage des jeunes dépasse les 18 %, quand plus de 1,6 million de jeunes renoncent aux soins chaque année faute de moyens, qui s'étonne qu'ils n'aient pas la tête à faire des gosses. Le système capitaliste offre comme unique perspective les guerres, la misère et l'exploitation, peu étonnant qu'il y ait peu d'enthousiasme pour y faire grandir des enfants.

BENJAMIN PALKA • 19/02/2026



Istanbul : les étudiants de l'université du Bosphore en lutte contre la répression



MANIFESTATION CONTRE LA VENUE D'ERDOĞAN À L'UNIVERSITÉ DU BOSPHORE LE 13 FÉVRIER

Il y a 15 jours, les étudiants de l'université du Bosphore recevaient un mail de l'administration leur demandant de vider les locaux des clubs étudiants (beaux-arts, musique et sports). Comme l'explique un étudiant : « Nos clubs sont aujourd'hui fermés les uns après les autres. Ils veulent tuer la vie du campus ; Ils voudraient que les étudiants viennent le matin, suivent leurs cours, puis repartent, sans qu'ils puissent se réunir, sans que l'université

soit un lieu de socialisation. » Face au refus des étudiants et à leur tentative d'occupation, l'administration a fait fermer l'université dans la nuit du 6 au 7 février. Le déménagement des locaux s'est fait sous la protection de policiers antiémeutes lourdement équipés. Depuis, des rassemblements quasi-quotidiens sont organisés sur le campus pour dénoncer cette offensive, qui est avant tout politique.

Traumatisé par les mobilisations étudiantes du printemps 2025, Erdoğan aimerait bien mettre au pas les universités qui demeurent des centres de la contestation de son régime. Le 13 février, celui-ci paraissait sur le campus sud de l'université du Bosphore (qui avait été vidé de ses étudiants pour l'occasion) et dénonçait les « minorités » d'étudiants gauchistes et leur « mentalité oppressive ». Le régime considère cette fac et d'autres comme des forteresses à assiéger. Fort heureusement les étudiants n'ont pas dit leur dernier mot. Elles et ils ont tout notre soutien.

MARTIN DUQUESNE • 19/02/2026

Désillusion chez les étudiants sénégalais

Le 9 février, Abdoulaye Ba, un étudiant, est mort à l'université Cheikh-Anta-Diop (Ucad) suite à une intervention policière alors que lui et ses camarades luttaien pour le versement des bourses gelées, une revendication importante depuis déjà plusieurs années.

Ce meurtre a poussé de nombreux jeunes à manifester leur colère sur les réseaux sociaux sous le #FreeUCAD mais aussi dans la rue. Le gouvernement Sonko a alors répondu par davantage de répression et d'interdictions d'associations étudiantes.

Au Sénégal, trois quarts de la population a moins de 35 ans, et c'est cette jeunesse qui s'est mobilisée contre Macky Sall et a permis au Premier ministre Sonko et au président Faye de se hisser à la tête de l'État. Beaucoup ont l'impression, y compris au sein de la jeunesse scolarisée, de s'être fait avoir. Jusqu'ici Sonko avait réussi à canaliser la colère de la population, il se peut que chez certains les illusions se dissipent.

SIMON LERY • 19/02/2026

INTERDICTION DES RÉUNIONS PUBLIQUES D'OPPOSITION AU GOUVERNEMENT DANS LES UNIVERSITÉS

Le 16 février, en pleine offensive contre LFI, les groupes anti-fascistes et l'extrême gauche, le ministère de l'Enseignement supérieur a envoyé une circulaire appelant les présidences, rectorats et préfectures à interdire des réunions politiques dans les universités en cas de « menace ou risque de trouble à l'ordre public ».

Cette attaque s'appuie sur une circulaire d'octobre 2024, déjà utilisée pour interdire des réunions syndicales et politiques sur la Palestine.

Alors que ce droit démocratique est déjà bafoué depuis des années dans bon nombre de campus, la nouvelle circulaire donne les coudées franches aux présidents qui préféreraient une jeunesse qui se tient sage, plutôt qu'une jeunesse qui se politise contre le capitalisme.

Raison de plus pour nous organiser contre les attaques du gouvernement, du patronat et de l'extrême droite !

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org | FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires | X (TWITTER) | INSTAGRAM : @npajeunes_revo

**NPA
JEUNES**
RÉVOLUTIONNAIRES